



## La Chine et les Etats-Unis. Vers une nouvelle guerre froide ?

Xavier Dupret  
94.800 signes  
Juin 2020

*Les relations sino-américaines pourraient-elles donner lieu à une nouvelle guerre froide ? Pour tenter de répondre à cette question, ce texte décrira, dans un premier temps, les heurts survenus récemment entre les deux premières puissances mondiales. Ensuite, nous analyserons les ressorts plus profonds de cette compétition apparemment renforcée entre les deux géants. Enfin, cette étude reviendra sur les suites de cette montée des tensions dans la perspective des élections présidentielles américaines qui se tiendront en novembre de cette année.*

*Déjà avant Trump...*

C'est peu dire que les relations entre les Etats-Unis et la Chine se sont compliquées depuis l'élection de Donald Trump, il y a bientôt 4 ans. C'est, en effet, à cette époque que Washington a déclenché les hostilités, sur un mode (très) souvent grandiloquent, avec Pékin.

Il est vrai que le candidat Trump n'avait guère ménagé ses critiques lors de la campagne présidentielle en 2016. On se souviendra tout particulièrement d'un débat télévisé durant lequel celui qui allait devenir l'actuel locataire de la Maison-Blanche avait lourdement insisté sur le fait que la Chine avait volé des emplois à l'économie américaine. Des millions de téléspectateurs ont pu assister à cette scène. A ce moment, Trump donnait un tour socioéconomique à la critique de la Chine. Cette dimension n'a pourtant jamais été absente du discours d'Hillary Clinton. Elle renvoyait, il est vrai, davantage à des questions politiques, notamment liées aux droits humains. En 1995, déjà, Hillary Clinton avait « prononcé un discours à la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin, dans lequel elle avait blâmé la Chine pour sa conception du planning familial »<sup>1</sup>. En tant que Secrétaire d'Etat de Barack Obama, Hillary Clinton avait lourdement visé la Chine en se faisant l'avocate n°1 du « pivot pour la Chine », c'est-à-dire l'initiative stratégique américaine qui a essentiellement consisté en une politique de tentative d'isolement de la Chine par l'entremise de l'omniprésence américaine dans le monde. Or, la politique extérieure des Etats-Unis, en tant qu'elle constitue une politique extérieure impériale, suppose précisément de « perpétuer son pouvoir en combattant tout rival de rang égal (*peer competitor*) qui pourrait poindre»<sup>2</sup>.

A vrai dire, les Etats-Unis ont, depuis plus de deux décennies, le sentiment que la Chine pourrait devenir un *peer competitor* susceptible de leur faire de l'ombre. En 1999, une communication à l'Académie militaire des Etats-Unis ne montrait aucune ambiguïté à ce sujet : « Une collision d'intérêts entre les États-Unis et la Chine est inévitable. La question n'est pas de savoir si les deux nations entreront en collision, mais quand et comment. Déjà, les relations bilatérales entre les deux pays ont été tendues et mises à rude épreuve sur des questions telles que les droits humains, la propriété intellectuelle et la prolifération des armes. Une Chine plus confiante et disposant de plus grandes marges d'action sur le plan militaire sera-t-elle davantage disposée à affronter les États-Unis sur ce qu'elle perçoit comme des menaces à ses intérêts vitaux, tels que le statut de Taïwan et les revendications de la RPC (République populaire de Chine) en mer de Chine méridionale? Un objectif fondamental des États-Unis est actuellement d'empêcher la montée d'une puissance dominante unique en Asie du Nord-Est. Il n'est pas écrit dans les astres que les États-Unis, dans 15 ans et *a fortiori* au-delà, seront en mesure de maintenir cet objectif et de le soutenir avec la menace crédible de la force dans la région. La Chine a le potentiel pour devenir un concurrent des États Unis»<sup>3</sup>.

Ainsi donc, le débat entre Hillary Clinton et Donald Trump portait moins sur l'opportunité de contrer la Chine (nous venons, en effet, de voir qu'il s'agit d'une conviction profonde des élites américaines dans leur ensemble depuis la fin du siècle passé) que sur la manière permettant d'atteindre cet objectif. En effet, on peut, avec le recul, affirmer que le trumpisme procède d'une tentative visant à doter l'agenda antichinois des Etats-Unis d'une base populaire et ouvrière. D'où l'insistance sur le thème des emplois volés par la Chine et la nécessité de procéder à des

---

<sup>1</sup> Time Magazine, édition mise en ligne du 27 septembre 2016.

<sup>2</sup> Serge Cordelier, Le Nouvel État du monde. 80 idées forces pour entrer dans le XXIe siècle, La Découverte, Paris, 1999, p.21.

<sup>3</sup> Kathryn. L. Gauthier, Lieutenant Colonel US Air Force, « China as Peer Competitor? » in *Trends in Nuclear Weapons, Space, and Information Warfare*, Air War College Maxwell Paper No. 18, July 1999, p.29.

relocalisations d'activités industrielles sur le territoire américain. Or, cette stratégie n'a pas été aussi porteuse que ce que l'administration Trump espérait. Les tentatives de relocalisation avaient déjà constitué un échec du temps de Barack Obama. En 2015, 60.000 postes de travail ont été créés du fait des relocalisations aux Etats-Unis. Ce mouvement n'a pas permis de contrebalancer les destructions d'emplois en raison des délocalisations d'activités industrielles<sup>4</sup>. Cette cruelle leçon de politique industrielle marque les limites structurelles de la politique de relocalisation des activités productives aux Etats-Unis. Il se trouve, à ce propos, que Donald Trump a récemment fait les frais de cette réalité. A l'été 2019, les industriels américains confiaient à la presse qu'ils ne relocaliseraient que 30.000 postes de travail suite aux mesures protectionnistes édictées par l'administration Trump. De surcroît, il apparaît que les droits de douane décidés par le gouvernement américain ont conduit les industriels américains à relocaliser leurs activités non pas aux Etats-Unis mais au Vietnam et dans d'autres pays asiatiques à bas salaires<sup>5</sup>.

### *Un certain retour*

De ce qui précède, on peut anticiper que crise du coronavirus oblige, le bilan économique de Trump constituera un angle de tir privilégié par l'équipe de campagne de Joe Biden dans les mois qui viennent. Même s'il convient de rester prudent, on peut, dès lors, aisément imaginer que les attaques du candidat démocrate porteront sur les résultats plus que mitigés de la présidence trumpiste en matière de réindustrialisation et de relocalisation des activités industrielles.

Donald Trump doit, en effet, sa victoire à l'adhésion de trois Etats en voie de désindustrialisation (le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin) à son programme nationaliste et protectionniste. A ce sujet, certains titres de la presse économique américaine, notoirement opposés à Donald Trump, n'hésitaient pas à évoquer une « renaissance ratée » des Etats de la ceinture de rouille (Rust Belt)<sup>6</sup>. Aujourd'hui, le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin, qui n'ont guère vu de changements depuis 2016, sont loin de soutenir comme un seul homme la campagne républicaine. Voilà pourquoi Trump n'y fait pas spécialement figure de favori pour les élections de novembre. Ces trois Etats représentent 46 grands électeurs et peuvent décider, à eux seuls, du sort de la présidentielle 2020.

Les thématiques économiques y seront, en tout état de cause, plus importantes que la gestion erratique de la pandémie de Covid-19 par les autorités fédérales. En effet, le coronavirus a occasionné 54 décès pour 100.000 habitants dans le Michigan (c'est trois fois moins que l'Etat de New York) et 42 en Pennsylvanie. Le Wisconsin, pour sa part, a été largement épargné par la pandémie avec un score particulièrement faible de 9 morts pour 100.000 habitants<sup>7</sup>.

---

<sup>4</sup> Thibaut Bidet-Mayer et Philippe Frocrain, L'industrie américaine : simple rebond ou renaissance?, La Fabrique de l'Industrie, Paris, 2015.

<sup>5</sup> New York Times, 13 août 2019.

<sup>6</sup> Bloomberg, édition mise en ligne le 28 mars 2019.

<sup>7</sup> Healthmetrics, COVID-19 Updates: Cases and Deaths by U.S. State and Region, Url : <https://healthmetrics.heart.org/covid-19-updates/>. Date de consultation : 29 mai 2020.

Bref, Joe Biden semble avoir ses chances et s'il devenait le 46<sup>ème</sup> président des Etats-Unis d'Amérique, on doit s'attendre un exercice plus subtil de son hégémonie de la part du géant américain. Par exemple, le vainqueur de la primaire démocrate s'est récemment prononcé en faveur d'un allègement des sanctions américaines à l'encontre de l'Iran<sup>8</sup>. Plus fondamentalement, si Téhéran revenait aux termes de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 et renonçait à l'utilisation militaire de l'énergie atomique, une administration américaine conduite par Joe Biden annulerait le programme de sanctions décidé unilatéralement par la Maison-Blanche<sup>9</sup>.

Ce retournement, s'il se produit, visera à ne pas heurter de front des pays du Sud soucieux du respect de leur souveraineté de façon à ne pas les encourager à se ranger du côté de Pékin. Il se pourrait, d'ailleurs, que l'on voie réapparaître à la faveur de cette réorientation de politique étrangère, la dénonciation par des officiels US de l'impérialisme chinois. Là où l'aile droite du camp républicain affirme sans nuances la suprématie des Etats-Unis, le parti démocrate travaille, en effet, plus en finesse. Les commentateurs qui, chez nous, diffuseront ce type d'argumentaires renvoyant dos à dos Pékin et Washington, feront, consciemment ou non (mais dans le fond, peu importe), le jeu des Etats-Unis. Autant le savoir.

A ce sujet, on mentionnera que le New York Times, le journal phare de l'oligarchie du parti démocrate, a, de façon très œcuménique, donné la parole à Josh Hawley, sénateur républicain du Missouri. Ce dernier, dans une tribune pour le moins véhémement, dénonçait l'impérialisme chinois et plaidait en faveur de l'abolition de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) accusée d'avoir « permis à certaines nations de maintenir des barrières commerciales et des contournements protectionnistes, comme la Chine, tout en empêchant d'autres de se défendre, comme les États-Unis »<sup>10</sup>. Cette prise de position tranchée préfigure une unité de vue, en cas de défaite de Trump, entre le centre démocrate (dont Joe Biden est une figure historique) et certaines franges du parti républicain.

Il nous faut donc envisager de face et sans concessions la question suivante : « La Chine est-elle vraiment impérialiste ? »

*Deux empires en chien de faïence ?*

On répondra à cette question en faisant tout d'abord valoir qu'une composante essentielle de la puissance impériale, à savoir la force militaire, confère, pour l'heure, un avantage incontestable à Washington. Les chiffres sont clairs. « En 2018, les dépenses militaires mondiales ont atteint

---

<sup>8</sup> New York Times, édition papier du 2 avril 2020.

<sup>9</sup> Matthew Petti, Will Joe Biden Go Back to the Iran Deal?, The National Interest, Url : <https://nationalinterest.org/blog/skeptics/will-joe-biden-go-back-iran-deal-156186>. Date de consultation: 30 mai 2020.

<sup>10</sup> Josh Hawley, The W.T.O. Should Be Abolished, New York Times, édition du 5 mai 2020.

1.822 milliards de dollars, soit 2,12% du produit intérieur brut mondial et environ 244 dollars par habitant »<sup>11</sup>.

Les Etats-Unis trônent en tête du classement mondial des dépenses militaires. « À hauteur de 649 milliards USD, les dépenses militaires américaines ont augmenté en 2018 – pour la première fois en sept ans – de 4,6%. Les États-Unis sont restés de loin le pays le plus dépensier au monde [en matière d’armement], représentant 36% des dépenses militaires mondiales en 2018 (...). Ils ont consacré presque autant d’argent à leurs dépenses militaires en 2018 que l’ensemble des huit autres pays les plus dépensiers »<sup>12</sup>.

On notera que la Chine et la Russie, les deux grands pays promoteurs d’un ordre mondial polycentré, consacraient, en 2018, un total de 311,4 milliards de dollars (250 pour la Chine et 61,4 dans le cas de la Russie) à leur armement, c’est-à-dire 48% du volume des dépenses militaires américaines. Pour le détail, on vérifiera que le budget militaire de la Chine équivalait, en 2018, à 38,5% de celui des Etats-Unis. Pour la Russie, les données sont les suivantes. Le budget militaire de Moscou est inférieur au dixième (9,4% pour être plus précis) de celui de Washington<sup>13</sup>. Les Etats-Unis disposeront encore d’un (très) gros bâton pour se faire entendre à l’avenir. En termes d’alliances internationales, les dépenses militaires des Etats-Unis et de leurs alliés membres du top 15 des plus grandes puissances militaires dans le monde représentaient, en 2018, un total de 1.045,7 milliards de dollars sur un total pour l’ensemble de ce groupe de 1.470 milliards de dollars. Autrement dit, le camp occidental mobilise plus de 71% des dépenses militaires dans le monde<sup>14</sup>. Ces chiffres incitent à fortement relativiser les dénonciations d’un prétendu impérialisme chinois.

A côté des chiffres, il y a l’histoire. Cette dernière démontre que « l’une des caractéristiques de la Chine impériale, c’est qu’elle ne connut pas une expansion comparable à celle des puissances impériales occidentales, même lorsqu’elle aurait pu en avoir les capacités techniques »<sup>15</sup>. On n’en dira pas autant de l’exercice de son hégémonie par la puissance américaine. En 2012, cette dernière avait, en effet, été en guerre durant 222 années depuis l’indépendance de 1776 qui remontait, à l’époque, à 239 ans, soit 93% de cette période de l’histoire. Autrement, dit, pour chaque année prise au hasard depuis l’indépendance des Etats-Unis, il y a 9 chances sur 10 pour qu’elle corresponde à un conflit militaire (en ce compris, les guerres d’extermination des populations amérindiennes). De 1776 à 2011, les Etats-Unis n’ont été en paix que durant deux décennies au total (21 ans pour être plus précis)<sup>16</sup>.

---

<sup>11</sup> Grip (Groupe de recherche et d’information sur la paix et la sécurité), Dépenses militaires, production et transferts d’armes. Compendium 2019, 12 Février 2020, Url : <https://www.grip.org/fr/node/2896>. Date de consultation : 30 mai 2020.

<sup>12</sup> Grip, Dépenses militaires, production et transferts d’armes-Compendium 2019, 12 Février 2020, p.10.

<sup>13</sup> Grip, op.cit, p.9. Calculs propres.

<sup>14</sup> Ibid.

<sup>15</sup> Daniel Bell, « La guerre, la paix et le soft power chinois » in *Diogène*, vol. 221, no. 1, 2008, p.57.

<sup>16</sup> Mediapart, 13 août 2015. Url : <https://blogs.mediapart.fr/jocegaly/blog/130815/les-usa-et-le-monde-paix-ou-terrorisme>. Date de consultation : 1<sup>er</sup> juin 2020.

En plus de ce volet militaire, il convient également de s'intéresser à l'économie. De ce point de vue, la Chine a, comme chacun le sait, marqué des points au cours des deux dernières décennies. L'intense activité exportatrice de la Chine a permis à cette dernière de devenir le grand argentier de la planète. En 2017, la Chine est devenue le créancier n°1 du monde, avec un volume de prêts dépassant ceux du FMI, de la Banque mondiale et des 20 pays, pour la plupart occidentaux, du Club de Paris<sup>17</sup>.

Pékin concède donc, depuis deux ans, davantage de prêts à ce que l'on nommait autrefois le Tiers-monde que les grandes puissances occidentales. Pour mémoire, la Chine, en 2018, « détenait plus de cinq mille milliards de dollars de créances sur le reste du monde (6% du PIB mondial) (...). Cette augmentation spectaculaire des prêts chinois est presque sans équivalent dans l'histoire du monde en temps de paix. Elle n'est comparable qu'à la progression des prêts américains après la Première et la Seconde Guerre mondiale»<sup>18</sup>.

On comprend, dès lors, beaucoup mieux les cris d'orfraie des leaders d'opinion occidentaux alors que leur camp est supplanté par un pays du Sud qui eut, autrefois, à subir les affres du colonialisme. Le cas du Sri Lanka a été abondamment commenté dans nos pays. Le New York Times a, il y a quelques années, repéré un important soutien financier de la Chine à l'égard de cette petite île de l'océan Indien et a décrété que « la Chine a fait main basse sur un port du Sri Lanka »<sup>19</sup>. La réalité est un peu plus complexe. Il faut, en effet, tenir compte du fait que le gouvernement sri-lankais s'était lourdement endetté auprès de la Chine, notamment afin de construire un port de commerce à Hambantota, une ville située sur la côte sud du pays. En 2017, Colombo, qui avait accumulé un excès de dettes à l'égard de Pékin, a fini par reconnaître sa position d'insolvabilité tant et si bien que les autorités sri-lankaises ont accepté, pour solde de tout compte, de céder « le port d'Hambantota aux Chinois pour 99 ans avec 6.000 hectares de terrains autour »<sup>20</sup>.

Pour le New York Times, les choses sont pourtant très (trop ?) claires. La Chine a surendetté un pays du Sud pour y récupérer des infrastructures. Le procès pour impérialisme peut alors commencer. Il faut pourtant faire observer que si le Sri Lanka n'avait pas opté pour la solution de la cession d'actifs, ce petit pays aurait été contraint de restructurer la dette contractée envers Pékin et se serait dans doute endetté davantage pour être en mesure d'honorer ses engagements. En clair, le Sri Lanka a échappé à une crise permanente de la dette au contraire de certains pays d'Amérique latine.

---

<sup>17</sup> Le Club de Paris a été institué en 1955 pour gérer les restructurations de dettes de pays du Sud en cessation de paiement. Le Club de Paris réunit les pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Israël, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Russie, Suède, Suisse.

<sup>18</sup> Sebastian Horn, Carmen Reinhart, Christoph Trebesch, *China's Overseas Lending*, No. 2132 June 2019, Kiel Institute for the World Economy, p.9.

<sup>19</sup> New York Times, 25 juin 2018.

<sup>20</sup> Ibid.

L'Argentine constitue, de ce point de vue, un cas d'école. Poussé par ses intérêts géostratégiques plus que par une approche macroéconomique rigoureuse, l'administration Trump a fait pression sur le FMI pour que ce dernier accorde le prêt le plus important de son histoire à Buenos Aires (56,3 milliards de dollars étalés sur deux ans) en 2018<sup>21</sup>. Deux ans plus tard, faute de dollars provenant de ses exportations et/ou d'actifs à pouvoir céder, l'Argentine doit, une fois de plus, se déclarer en défaut de paiement. Buenos Aires aurait peut-être préféré s'endetter pour développer ses infrastructures et ses capacités productives plutôt que financer des déficits et assurer, du même coup, un revenu aux banques occidentales. En revanche, une opération de prêt similaire à celle du gouvernement chinois à l'égard du Sri Lanka se serait, en cas de défaut de paiement de la partie argentine, transformée en investissement direct étranger avec transfert de propriété au bénéfice du prêteur chinois. C'est exactement ce qui s'est passé au Sri Lanka mais en attendant, le port d'Hambantota a été construit et les opérateurs sri-lankais en profiteront. Pour le développement du pays, cette opération a, en fin de compte, été moins handicapante qu'un endettement qui a exclusivement profité aux marchés financiers.

### *La mondialisation du yuan ?*

Les observateurs occidentaux ne sont, de surcroît, pas sans s'étonner de ce que la Chine multiplie les lignes de crédit croisé avec l'ensemble des banques centrales de la planète. Il s'agit clairement d'une entreprise de généralisation de l'usage du yuan renminbi (la devise nationale de la Chine populaire) à l'échelle internationale. Là encore, l'accusation d'impérialisme contre la Chine pourrait remonter à la surface.

Il est vrai que les accords passés entre la Chine et un réseau de banques centrales se sont concrétisés, ces dernières années, par l'établissement de lignes de crédit croisé pour un total impressionnant de 500 milliards de dollars<sup>22</sup>. Et pour cause, c'est que l'usage du yuan renminbi (RMB) recueille un franc succès dans le Sud, en Afrique notamment. « Dans plusieurs pays d'Afrique, dont le Ghana, les banques centrales se servent du RMB comme monnaie de règlement et de réserve. Cette année, la Banque centrale du Nigéria aurait annoncé son intention de transférer une partie supplémentaire de ses réserves de devises étrangères du dollar vers le yuan, du fait d'une plus grande attractivité du RMB dans les échanges au niveau mondial. Le dollar américain représente près de 85% des réserves en devises du Nigéria. En mars dernier, la Banque de réserve sud-africaine a signé un accord avec la Banque populaire de Chine en vue d'investir dans le marché chinois des obligations (...). À Maurice aussi la demande de devises chinoises progresse et si la Banque de Zambie n'a pas encore inclus le RMB dans ses réserves, elle s'est engagée à en faire un usage plus fréquent dans ses règlements commerciaux avec la Chine»<sup>23</sup>.

---

<sup>21</sup> The Guardian, édition en ligne du 26 septembre 2018.

<sup>22</sup> Sebastian Horn, Carmen Reinhart, Christoph Trebesch, op.cit, p.8.

<sup>23</sup> Afrique Renouveau (magazine édité par le Département de l'Information des Nations Unies), Août 2014/Vol. 28 No. 2, p.15.

La généralisation de tels accords monétaires avec des petits pays d’Afrique ou d’Amérique latine pourrait conduire les observateurs malintentionnés à prêter à la Chine le projet d’imposer sa devise sans véritablement chercher à généraliser l’usage dans le commerce international des monnaies nationales de ses pays partenaires<sup>24</sup>. Cette objection est, disons-le tout net, profondément malhonnête. Il faut analyser les choses de manière très concrète pour le comprendre.

Par exemple, l’Argentine et la Chine ont conclu plusieurs accords visant à généraliser l’usage du yuan dans leurs relations depuis 2014. Au départ, l’administration Kirchner avait convenu avec le gouvernement chinois qu’une ligne de crédit croisé de 11 milliards de dollars unirait les banques centrales des deux pays<sup>25</sup>. Sous la présidence de Mauricio Macri, cet accord a été augmenté de 9 milliards de dollars<sup>26</sup>. Au total, l’Argentine et la Chine sont engagées l’une vis-à-vis de l’autre à hauteur de 20 milliards de dollars. Selon les termes de cet arrangement, tout appel sur la ligne de crédit doit faire l’objet d’un prêt comportant un taux d’intérêt. C’est ainsi que quelques semaines après l’arrivée de Mauricio Macri au pouvoir, la banque centrale de la République argentine (BCRA) a converti un montant de 3,085 milliards de dollars<sup>27</sup> à partir de la ligne de crédit croisé conclue avec la Chine et a dû, pour ce faire, s’acquitter d’un taux d’intérêt de 4%<sup>28</sup>. Selon les termes des accords de crédit croisé entre les deux banques centrales, si les Chinois avaient choisi d’actionner le même mécanisme pour un montant identique à celui demandé par les Argentins, ces derniers ne se seraient pas retrouvés en position débitrice vis-à-vis de Pékin.

Vu le fiasco de la gestion de l’économie argentine par l’équipe de Mauricio Macri, cette dernière est, comme on l’imagine aisément, régulièrement mise sur le grill par le nouveau gouvernement et la presse progressiste. Pour se défendre, le PRO, le parti de Mauricio Macri, pointe les déséquilibres avec la Chine, et spécialement le déficit commercial. De là à plaider pour que la Chine réinjecte des yuans gratuitement dans les réserves argentines, il n’y a qu’un pas de tango, élégamment esquissé par les ténors de la droite argentine<sup>29</sup>. Ces propos relèvent indubitablement de la manipulation pure et simple. En effet, leurs auteurs savent pertinemment que si la Chine envoyait sur les comptes de la BCRA pour l’équivalent de 20 milliards de dollars en yuans et intégrait le même montant en pesos dans la comptabilité de sa banque centrale, ce serait tout bonnement une catastrophe pour l’Argentine.

En effet, tous les yuans que l’Argentine détiendrait, par ce canal, seraient intégralement dépensés en trois ou quatre ans afin de financer le déficit commercial avec la Chine<sup>30</sup>. De son côté, la Chine, avec l’équivalent de 20 milliards de dollars en pesos, disposerait de près du tiers de la

---

<sup>24</sup> Lire à ce sujet Claude Meyer, « La Chine, banquier du monde ? » in *Études*, 2014/11 (novembre), pp. 7-19.

<sup>25</sup> Página12, édition du 7 septembre 2014.

<sup>26</sup> El Cronista, édition du 2 décembre 2018.

<sup>27</sup> La Nación, édition du 22 décembre 2015.

<sup>28</sup> Banco Central de la República Argentina, comunicado de prensa, 16 décembre 2015.

<sup>29</sup> El Economista, édition en ligne du 29 juillet 2019.

<sup>30</sup> The Observatory of Economic Complexity, Argentine, 2018.



masse monétaire M2<sup>31</sup> en circulation en Argentine. Cette dernière était, en effet, de 69 milliards de dollars en avril 2020<sup>32</sup>. Si les banques chinoises utilisaient de tels montants dans leurs échanges avec l'Argentine, elles pourraient y générer une importante vague d'inflation. Or, l'économie argentine se caractérise déjà par de hauts niveaux structurels d'inflation. « Au cours des 100 dernières années, le taux d'inflation moyen du pays était de 105% par an, avec un record de 3.079% en 1989 »<sup>33</sup>. En se faisant l'avocat du diable, on peut avancer que si la Chine était impérialiste à l'égard de l'Argentine, elle intégrerait d'office ces pesos sur la balance de sa banque centrale et contrôlerait indirectement toute la politique économique de Buenos Aires. Ce raisonnement s'applique davantage encore à toute une série de petits pays africains économiquement bien plus fragiles encore que l'Argentine. En revanche, en cas d'activation conjointe de la ligne de crédit conclue entre la Chine et l'Argentine, cette dernière posséderait moins d'un millième de la masse monétaire en circulation en Chine. Celle-ci était, en effet, de 27.453 milliards de dollars en septembre 2019<sup>34</sup>.

Pour le Brésil, la masse monétaire M2 est de 634,206 milliards de dollars. Ce qui limite l'exposition du pays à la Chine qui ne détient, en contrepartie des accords de crédit de croisé conclus avec Brasília, que 5% de la masse monétaire en circulation au Brésil. Si cette ligne était activée, ce serait, en réalité, l'Argentine qui serait la plus embarrassée car Pékin se retrouverait avec l'équivalent de 2/3 de la masse monétaire M2 de la patrie de Cortázar. En effet, en cas d'activation conjointe des lignes de crédit croisé entre la Chine et le Brésil, le commerce extérieur argentin serait particulièrement exposé car les importations de biens brésiliens en Argentine peuvent être réglées directement en *reales* (la monnaie nationale du Brésil). Par conséquent, on imagine aisément des acteurs financiers chinois être capables de financer des importations en provenance du Brésil en *reales* ou revendre ces derniers sur la place de Buenos Aires contre des pesos (ce qui aurait pour effet d'apprécier la devise argentine face au real et donc de gravement désavantager les exportations argentines).

On peut toujours rétorquer que l'Argentine pourrait, dans ce cas de figures, se défendre en bloquant les mouvements de capitaux avec la Chine. Mais cette option relève du rêve puisque l'Argentine étant actuellement en cessation de paiement sur sa dette libellée en dollars, elle est coupée des marchés financiers occidentaux. Elle n'a donc aucun intérêt à s'aliéner la Chine (et le Brésil aussi, d'ailleurs) sous peine d'un isolement économique complet qui serait désastreux pour le pays.

Ces considérations nous donnent une idée plus précise du poids de la Chine et de la nécessité pour cette dernière de limiter son implication dans le fonctionnement financier des économies du Sud, et ceci à des fins de préservation de grands équilibres macroéconomiques. La Chine, de ce point de vue, prend l'exact contre-pied des pays occidentaux et de leur politique favorisant structurellement l'endettement des nations de la Périphérie.

---

<sup>31</sup> Plus précisément, on désigne par la masse monétaire (dite M2) les pièces et billets en circulation, les dépôts en comptes ainsi que les livrets d'épargne et les crédits à court terme.

<sup>32</sup> CEIC data, mai 2020

<sup>33</sup> Buenos Aires Económico, édition du 16 juillet 2018.

<sup>34</sup> CEIC, data, juin 2020.

## *Définir l'impérialisme*

Pour ajouter du discrédit à la thèse de l'impérialisme chinois, on mentionnera que la part du commerce international dans le PIB de la Chine ne cesse de baisser<sup>35</sup>. Ce type d'évolutions n'a rien de spécialement impérialiste puisque d'un point de vue socioéconomique, l'impérialisme se caractérise, y compris d'après des penseurs libéraux, par une exportation de capitaux soutenue par la force militaire<sup>36</sup>. Or, le gouvernement chinois, au contraire, cherche à limiter les sorties de capitaux du pays afin de continuer à garder la maîtrise sur le taux de change du yuan qui est une monnaie dont le cours est administré, contrairement aux devises occidentales qui se vendent et s'achètent librement sur les marchés des changes<sup>37</sup>. De surcroît, la politique de la canonnière ne caractérise guère la politique d'investissement de la Chine avec les pays émergents d'Amérique latine ou d'Afrique. Or, il s'agit là d'un élément de discernement particulièrement crucial dès lors qu'on évoque l'impérialisme en tant qu'outil d'analyse politique.

« Les pays en voie de développement concernés par cette stratégie [d'expansion des intérêts chinois] sont les premiers à considérer que la Chine est de leur côté. Il n'y a qu'à voir le nombre de chefs d'État africains présents l'an dernier pour le sommet des routes de la soie. Pourquoi? Parce que la Chine est considérée comme un contre-pouvoir sur ce continent, carrefour de l'impérialisme mondial. L'hégémonie chinoise supposée est un contre-feu lancé par les puissances occidentales. La Chine développe des infrastructures qui restent à la disposition des États, elle ne pille pas. On lui reproche d'acheter des terrains pour nourrir sa population. Voilà le genre de problèmes que le monde devrait prendre en charge: comment nourrir l'ensemble de la population mondiale, y compris les Chinois? Pour l'instant, on la laisse se débrouiller. Ce n'est pas à proprement parler de l'impérialisme. Il y a eu un affadissement de ce terme. L'impérialisme, c'est la guerre ! »<sup>38</sup>

En revanche, on note de la part des Etats-Unis une dimension impérialiste dans leurs interactions avec la Chine. C'est ainsi que des bruits de botte se font singulièrement entendre, ces derniers temps, en mer de Chine méridionale. Cette partie du monde fait l'objet de nombreuses revendications territoriales de la part des Etats présents dans la zone. La Chine, qui défend un point de vue correspondant à une souveraineté sur « la totalité les archipels de la Mer de Chine Méridionale »<sup>39</sup>, est, sur cette question, en franche opposition avec les autres Etats de la région, principalement le Viêt Nam. Il s'agit là d'un conflit frontalier comme il en existe bien d'autres de par le vaste monde. Un sain principe de respect des souverainetés locales devrait conduire les

---

<sup>35</sup> Le Figaro, 27 août 2017.

<sup>36</sup> A ce sujet, relire un classique de la pensée réformiste, à savoir John A. Hobson, *Imperialism: A Study* (1902), Spokesman Books, Nottingham, 2012.

<sup>37</sup> Études économiques de l'OCDE, Chine, avril 2019, Synthèse, pp.31-32.

<sup>38</sup> Jean-Claude Delaunay, vice-président de la World Association for Political Economy (WAPE), interview accordée au journal *L'Humanité*, 7 août 2019.

<sup>39</sup> Yann Roche, « La Mer de Chine méridionale : un enjeu frontalier majeur en Asie du Sud-Est », mars 2013 in *L'Espace Politique*, revue en ligne de géographie politique et de géopolitique, 21/2013-3.

puissances occidentales à laisser la Chine et les pays qui bordent la Mer de Chine méridionale négocier entre eux sans pressions extérieures. Or, ce n'est pas précisément ce qui se passe pour le moment. Au contraire, les Etats-Unis sont très présents militairement dans la région. Cet état de choses n'arrange évidemment pas la donne pourtant déjà compliquée au départ puisque 7 pays au total (Chine, Viêt Nam, Brunei, Philippines, Indonésie, Malaisie et Taïwan) sont partie prenante au conflit. La présence très active des Etats-Unis en Mer de Chine méridionale vise à encercler la Chine alors que cette dernière entend sécuriser son accès au pétrole. Les tankers chinois doivent, en effet, passer par la mer de Chine méridionale pour gagner le Golfe persique.

Du point de vue de la question de l'exportation des capitaux, le conflit en mer de Chine est utile pour les Etats-Unis. En démontrant sa supériorité militaire, Washington met sous pression Pékin dans son accès à l'or noir au moment où la Chine développe un ambitieux programme (le plan « Made in China 2025 ») d'augmentation de la valeur ajoutée de ses filières industrielles. Si ce plan aboutit, des firmes chinoises vont donc concurrencer les multinationales américaines dans les années à venir. Voilà pourquoi les Etats-Unis voient cette initiative d'un mauvais œil.

Au passage, on signalera que la guerre commerciale entre Washington et Pékin, qui connaît, pour l'heure, une trêve partielle, trouve, d'ailleurs, ses origines dans cette montée en gamme de l'économie chinoise redoutée au plus haut point par les élites états-uniennes. Les Etats-Unis cherchent à frapper la Chine au portefeuille en la privant d'une source de revenus à partir de ses exportations pour la forcer à ouvrir davantage son économie aux intérêts américains. Jusqu'à présent, force est, d'ailleurs, de constater que cette stratégie s'est soldée par un retentissant échec puisque la Chine dispose de l'arme de la dépréciation du yuan face au dollar pour doper la compétitivité-prix de ses exportations. Il y a 5 ans, un dollar valait 6,11 yuans contre 7,12 aujourd'hui<sup>40</sup>. Cette stratégie n'équivaut pas pour Pékin à une fragilisation structurelle de son économie qui serait causée par une fuite massive des capitaux. Pour s'en convaincre, on mentionnera le fait que la Chine dispose de près de 3.100 milliards de dollars en réserves de change. A ce propos, il se trouve que ce beau trésor de guerre n'a pas spécialement souffert de la crise liée à la pandémie de la Covid-19 puisque les réserves de change chinoises (3.091 milliards de dollars) ont, en avril de cette année, retrouvé leur niveau de la fin de l'année 2019. En novembre 2019, les réserves de la Chine s'élevaient, en effet, à 3.066 milliards de dollars. La Chine est donc, aujourd'hui, en meilleure posture qu'il y a 6 mois<sup>41</sup>. Ce n'est clairement pas le cas des Etats-Unis.

### *Etats-Unis, une économie en proie à de profonds déséquilibres*

Dans la foulée de la pandémie de la Covid-19, les Etats-Unis ont vu leur PIB chuter drastiquement. Pour l'année 2020, la récession devrait être de -5,6%<sup>42</sup>. « Cependant, il faudra beaucoup de temps pour revenir à la normalité. Il est peu probable que nous atteignons les

---

<sup>40</sup> Url : <https://www.boursorama.com/bourse/devises/taux-de-change-dollar-yuanrenminbi-USD-CNY/>. Date de consultation : 4 juin 2020.

<sup>41</sup> CEIC data, avril 2020. Url : <https://www.ceicdata.com/en/indicator/china/foreign-exchange-reserves>. Date de consultation : 4 juin 2020.

<sup>42</sup> FitchRatings, 26 mai 2020.

niveaux de PIB d'avant la crise du virus avant le second semestre de l'année 2022 aux États-Unis (et beaucoup plus tard en Europe) »<sup>43</sup>. D'un point de vue social, les choses se présentent de façon plus dramatique encore. « La crise de la Covid-19 a coûté leur emploi à plus de 33 millions d'Américains au cours des sept dernières semaines, soit 10% de la population totale des Etats-Unis. (...) Le taux de chômage officiel était passé de 4,4% à 14,7%, un chiffre qui sous-estime très vraisemblablement l'ampleur réelle des pertes d'emplois dans le pays »<sup>44</sup>.

Il s'agit là du niveau de chômage le plus important aux Etats-Unis depuis 1945. Jusqu'à présent, le taux de chômage le plus élevé jamais enregistré aux USA, dont l'administration fédérale tient des statistiques relatives à l'emploi depuis 1948, était de 10,8% en 1982<sup>45</sup>. Seule la dépression des années 1930 présente des données encore plus défavorables avec un taux de chômage de 20% de la population active en moyenne pour la période et des pics de 23,53 et de 24,75% en 1932 et 1933 respectivement<sup>46</sup>.

En ce qui concerne les finances publiques US, on peut repérer un besoin de financement très nettement accru au cours des prochaines années. Les déficits vont, en effet, peser lourdement sur le destin de l'Oncle Sam à l'avenir.

Le Bureau du budget du Congrès américain (CBO), soit l'agence fédérale qui fournit des rapports et prévisions aux parlementaires américains sur les questions budgétaires et de conjoncture économique, avait estimé, en janvier 2020 (donc avant la crise de la Covid-19), que le déficit public américain serait susceptible de passer de 4,6% du PIB en 2020 à 5,4% en 2030<sup>47</sup>.

Attention, ces chiffres ne concernaient que les institutions fédérales américaines. Les Etats fédérés et les municipalités ne sont pas intégrés dans ce calcul.

Voici le détail des déficits prévus aux Etats-Unis avant la crise de la Covid-19.

---

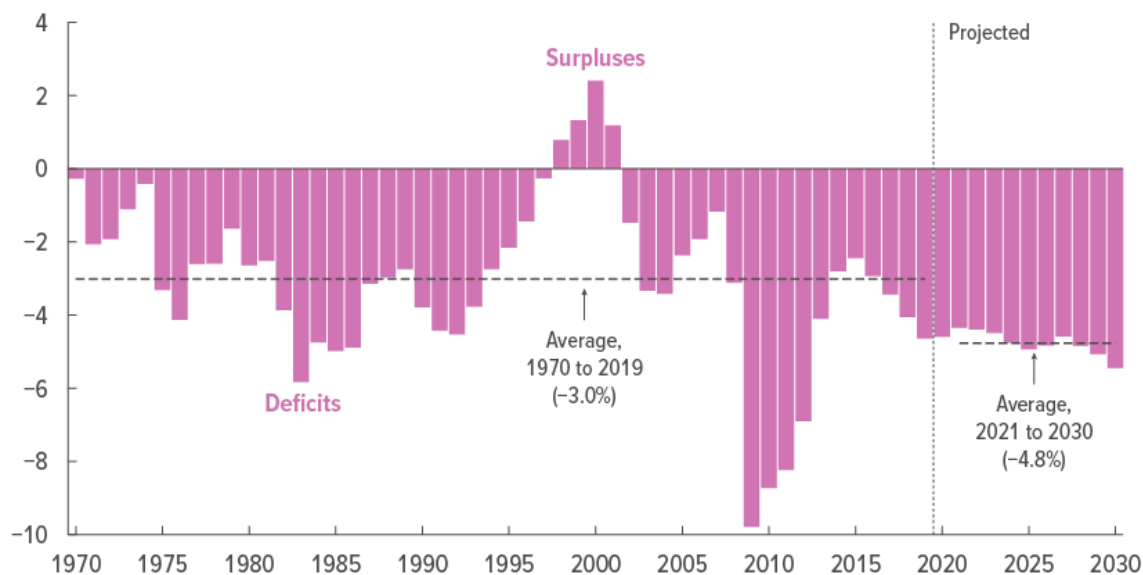
<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> The Guardian, 9 mai 2020.

<sup>45</sup> Forbes, 8 mai 2020.

<sup>46</sup> Bureau of Labor Statistics, Technical note, Labor Force, Employment, and Unemployment, 1929-39: Estimating Methods, Monthly Labor Review, 1948, p.51. Calculs propres.

<sup>47</sup> Congressional Budget Office, The budget and Economic Outlook: 2020 à 2030, janvier 2020, p.6.



Source : Congressional Budget Office (CBO), The budget and Economic Outlook: 2020 à 2030, janvier 2020, p.6.

Avant la crise de la Covid-19 et en excluant les besoins de financement des Etats fédérés et des grandes villes du pays, le déficit annuel moyen du secteur fédéral américain pour la période 2021-2030 devait représenter 4,8% du PIB états-unien. Cette situation n'avait rien de spécialement favorable et constituait une dégradation sensible, puisqu'entre 1970 et 2019, le déficit moyen de l'économie américaine a été de -3,0%. L'impact de la crise de la Covid-19 sur les finances publiques ne va évidemment pas alléger ce bilan.

Le déficit fédéral américain devrait se situer aux alentours de 3.700 milliards de dollars au terme de l'exercice budgétaire 2020 et de 2.100 milliards de dollars l'année suivante<sup>48</sup>. Les projections du CBO tablaient précédemment sur des déficits de 1.000 milliards de dollars pour ces deux années. Ces chiffres correspondent, comme le graphique précédent l'indique, à un taux de déficit de l'ordre de 4,5% du PIB. En tenant compte de ces nouveaux chiffres, il est possible de chiffrer les prochains déficits fédéraux pour les deux prochaines années (16,65% du PIB en 2020 et 9,45% en 2021). Ce sont là des niveaux plus importants que la Grande Récession des années 2007-2012. En imaginant qu'à partir de 2022-2023, la situation des déficits revienne au niveau prévu par le CBO au début de cette année (ce qui correspond, comme nous allons le voir par la suite, à une hypothèse hautement improbable car bien trop optimiste), on peut établir que la moyenne des déficits du secteur fédéral états-unien sera de l'ordre de 6,175% du PIB pour la période 2021-2030. Avec un taux de déficit moyen de 4,8% du PIB pour cette décennie, les Etats-Unis devaient trouver sur les marchés la bagatelle de 10.000 milliards de dollars (valeur 2020) pendant dix ans. Avec un déficit moyen de 6,175% du PIB pour cette même période, l'économie américaine va devoir trouver près de 13.000 milliards de dollars.

<sup>48</sup> Congressional Budget Office, réponse au sénateur Rick Scott (Budgetary Effects of the 2020 Coronavirus Pandemic), 5 juin 2020, p.3. Url : <https://www.cbo.gov/system/files/2020-06/56388-CBO-Scott-Letter.pdf>. Date de consultation : 6 juin 2020.

Les chiffres qui précèdent ne tiennent pas compte de l'impact de la diminution du taux de croissance du PIB sur les déficits du pays. Là encore, les données sont, comme on pouvait s'y attendre, négatives. On repère un manque à gagner de 7.900 milliards de dollars (en valeur 2020) pour les Etats-Unis en 2020 et 2021<sup>49</sup>. Au total, les Etats-Unis doivent donc trouver sur une décennie l'équivalent, au bas mot, de 21.000 milliards de dollars, soit 2.100 milliards de dollars par an entre 2021 et 2030. On signalera que ces prévisions n'intègrent pas l'hypothèse d'un deuxième épisode de confinement qui correspondrait à un rebond de l'épidémie. Il va naturellement de soi que si la pandémie de la Covid-19 devait connaître l'un ou l'autre épisode de regain aux Etats-Unis, les données présentées plus haut dans ce document s'aggraveraient automatiquement. Cette donnée de nature épidémiologique est étrangement peu présente dans les commentaires des grandes institutions économiques et financières au sujet de cette crise. Il ne faut, en effet, pas trop effrayer le public. Pourtant, les évolutions relatives à cette épidémie et à ce virus n'entrent en aucune manière dans le champ des compétences des économistes qui devraient, dès lors, faire preuve de davantage de modestie<sup>50</sup>.

Si l'on revient sur les prévisions établies avant la crise du coronavirus par les analystes du CBO, on verra que la dégradation des données relatives au budget américain est antérieure à l'éclatement de la pandémie en cours. En janvier de cette année, il était attendu que le déficit du secteur fédéral états-unien soit de l'ordre, en moyenne annuelle, de 5% du PIB entre 2026 et 2030, puis de 7% entre 2031 et 2040 et enfin de 10,2% entre 2041 et 2050<sup>51</sup>. La pression impérialiste états-unienne n'est pas prête, dans ces conditions, de s'arrêter.

La tentation sera, en effet, grande dans le chef de Washington de faire payer un tribut au reste du monde dans les années à venir pour financer de tels niveaux de déficit. L'objet de l'échange sera la protection militaire américaine. Cette politique qui consiste à bander les muscles et à montrer les dents sera plus agressive encore si elle doit être mise en œuvre par les Républicains. Ces derniers sont, en effet, moins enclins à pratiquer des politiques de redistribution. Par conséquent, les années durant lesquelles des présidents républicains ont occupé le pouvoir se sont systématiquement caractérisées par une aggravation des déficits publics. En 1979, un an avant l'arrivée à la Maison-Blanche de Ronald Reagan, le déficit US était de 1,7% du PIB. Au terme des 8 années de *Reaganomics*, le déficit US est passé à 4% du PIB en 1988. Les premières années de Georges Bush Sr. laissaient penser qu'une réduction des déficits était possible. Ces espoirs furent vite déçus.

Lorsque Georges Bush père quitte le Bureau ovale en 1992, le déficit s'est aggravé et est tombé sous la barre des 4,5% du PIB<sup>52</sup>. En revanche, les années Clinton vont se caractériser par un spectaculaire redressement des comptes publics états-uniens. « Le solde public fédéral est ainsi passé d'un déficit historique de 290 milliards de dollars en 1992 à un excédent de 124 milliards en 1999 (soit 1,4 % du PIB). De tels chiffres, inhabituels pour les États-Unis, s'appuient sur la

---

<sup>49</sup> Wall Street Journal, 1<sup>er</sup> juin 2020.

<sup>50</sup> Ne soyons pas injuste. La presse de référence anglo-saxonne s'en est déjà chargée. Par exemple, le New York Times en date du 1<sup>er</sup> juin 2020 ou bien encore le Financial Times (édition en ligne du 23 avril 2020).

<sup>51</sup> Congressional Budget Office, The budget and Economic Outlook: 2020 à 2030, janvier 2020, p.13.

<sup>52</sup> Congressional Budget Office (CBO), The budget and Economic Outlook: 2020 à 2030, janvier 2020, p.6.

combinaison d'une croissance très rapide des recettes fiscales et d'un infléchissement dans l'évolution des dépenses »<sup>53</sup>. Les années Clinton vont même se caractériser par 4 années successives d'excédent budgétaire (en 1996, 1997, 1998 et 1999, pour être plus précis). Les années au pouvoir de Georges Bush Jr. vont, en revanche, se solder par un retour du déficit public fédéral. Lorsque Barack Obama est élu, la Grande Récession bat son plein. En 2009, le budget fédéral présente un déficit record de 10% du PIB. Il va progressivement se résorber et atteindre 3% en 2016. Depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, les chiffres du budget sont redevenus négatifs puisque le déficit est passé de 3,2% du PIB en 2017 à 13% cette année<sup>54</sup>.

On comprend, dès lors mieux, l'orientation de la politique extérieure des Etats-Unis à l'égard de la Chine lorsque les Républicains sont au pouvoir. Des politiques fiscales trop faiblement redistributives conduisent les Etats-Unis à s'intéresser de près aux fabuleuses réserves financières de Pékin. Ces dernières (3.000 milliards de dollars) représentent, en effet, près du quart du PIB de l'Empire du Milieu depuis 2018. La force militaire américaine et une rhétorique nationaliste accompagnent, depuis l'avènement du trumpisme, une pression permanente à une plus grande ouverture de l'économie chinoise. Les besoins de financement des Etats-Unis correspondent à la variable économique clé de cette orientation stratégique à l'égard de Pékin. L'agressivité de cette dernière est évidemment moins marquée lorsque les Démocrates réduisent les déficits.

On observera parallèlement que le besoin de financement des Etats-Unis est également lié à leur déficit commercial, lequel constitue une donnée récurrente de l'économie mondiale depuis 1977. Ce déséquilibre est toutefois moins prononcé que le déficit budgétaire puisque le déficit commercial américain a été en moyenne de 2,13% entre 1970 et 2018. Si l'on se réfère aux dix années qui se sont écoulées entre 2009 et 2018, on s'aperçoit que le déficit public américain a été en moyenne de 5,23% du PIB et le déficit commercial de 3,09% du PIB.

<u>Années</u>	<u>Déficit budgétaire</u> (% du PIB)	<u>Déficit commercial</u> (% du PIB)
2009	-10%	-2,74%
2010	-8%	-3,43%
2011	-8%	-3,73%
2012	-6%	-3,51%
2013	-4%	-2,92%
2014	-3%	-2,9%
2015	-2,8%	-2,85%
2016	-3%	-2,77%
2017	-3,5%	-2,95%
2018	-4%	-3,11%
<b><u>Moyenne</u></b>	<b><u>5,23%</u></b>	<b><u>3,091%</u></b>

Sources : Congressional Budget Office (CBO), The budget and Economic Outlook: 2020 à 2030, janvier 2020, p.6. et Banque mondiale, mai 2020. Calculs propres.

<sup>53</sup> Hélène Baudchon, Jérôme Creel, Vincent Touzé, Bruno Ventelou, « La politique budgétaire américaine sous la présidence Clinton : un rêve de cigale » in *Revue de l'OFCE*, n°75, 2000. p.243.

<sup>54</sup> Congressional Budget Office (CBO), idem.

On préconisera, au vu du tableau de synthèse qui précède, de faire fondre le déficit public davantage par la redistribution fiscale plutôt que par la réduction du déficit commercial. C'est là un chemin qui a déjà été parcouru, non, d'ailleurs, sans succès, dans un passé proche. On en voudra pour preuve les années Clinton qui ont vu le retour des excédents budgétaires entre 1996 et 1999 et qui se sont également caractérisées par une aggravation du déficit commercial. Ce dernier est, en effet, passé en 1996 de 1,19% à 2,66% du PIB en 1999.

<u>Années</u>	<u>Surplus budgétaire (% du PIB)</u>	<u>Déficit commercial (% du PIB)</u>
1996	0,9%	-1,19%
1997	1,6%	-1,19%
1998	2,3%	-1,8%
1999	1,1%	-2,66%
<b><u>Moyenne (1996- 1999)</u></b>	<b><u>1,475%</u></b>	<b><u>-1,71%</u></b>

Source : Ibid.

La progression des inégalités aux Etats-Unis a été impressionnante depuis le début des années 1980. Le décile (c'est-à-dire la part correspondant à 10% d'une population donnée) regroupant les contribuables les plus riches aux Etats-Unis détenait 35% du revenu national en 1980. Cette part est passée à près de 47% en 2016<sup>55</sup>. Il existe donc d'importantes marges de manœuvre sur le plan fiscal pour pratiquer de la redistribution aux Etats-Unis. Les données présentées par l'OCDE sont, d'ailleurs, particulièrement claires à ce sujet. En 2018, la fiscalité au sein des pays de l'OCDE était, en moyenne, de 34,26% du PIB. Cette moyenne, notons-le bien, englobe des pays émergents comme le Chili, le Mexique ou la Corée du Sud. Aux Etats-Unis, la pression fiscale était de 24,33% du PIB. Seuls deux pays, à cette époque, redistribuaient moins que les Etats-Unis d'Amérique. Il s'agit du Mexique et du Chili, dont les pressions fiscales respectives étaient de 16,18 et 21,07% du PIB. La Corée du Sud, en 2018, partageait davantage la richesse que les Etats-Unis avec une pression fiscale équivalant à 28,42% du PIB.

Hormis deux nations latino-américaines, les Etats-Unis sont donc devenus, sous Donald Trump, le pays développé le plus inégalitaire de l'hémisphère nord<sup>56</sup>. Il est bien loin le temps du *New Deal* et de Roosevelt. Si les Etats-Unis redistribuaient fiscalement à hauteur de la moyenne de l'OCDE, les pouvoirs publics y auraient recueilli, en 2018, pour 10% de recettes fiscales en plus, c'est-à-dire 2.000 milliards de dollars par an. Les déficits budgétaire et commercial du pays auraient été plus que compensés en 2018. Les Etats-Unis auraient, en fait, bénéficié d'un excédent budgétaire de l'ordre de 4 % de leur PIB. Or, cette même année, le déficit commercial

<sup>55</sup> World Inequality Database, 2017. Url : <https://equitablegrowth.org/eight-graphs-that-tell-the-story-of-u-s-economic-inequality/>. Date de consultation : 5 juin 2020.

<sup>56</sup> OECD, database, Tax revenue, Url : <https://data.oecd.org/tax/tax-revenue.htm#:~:text=The%20tax%20burden%20is%20measured,USD%20and%20percentage%20of%20GDP>. Date de consultation : 6 juin 2020.



de Washington s'élevait à 3,11% du PIB. Bref, le retour de l'impôt aurait soulagé les finances publiques états-uniennes d'une contrainte de financement particulièrement lourde.

Mais les grandes fortunes du pays n'auraient évidemment guère apprécié. L'impérialisme, comme le pensaient les vieux marxistes de toutes obédiences, c'est donc avant toute chose un rapport social. Il fera bon, quitte à signer des tribunes dans la presse *mainstream*, s'en souvenir à gauche dans le monde dit « d'après ». En tout état de cause, le modèle néolibéral américain pose plus de problèmes à la stabilité économique de la planète que les excédents commerciaux chinois.

*La Chine, ce n'est peut-être pas tout-à-fait ce qu'on raconte chez nous...*

De surcroît, il faut envisager la position de la Chine en ce qui concerne la fourniture de biens publics internationaux. Ces derniers correspondent à un concept qui a été largement développé par l'économiste Charles Kindleberger<sup>57</sup> (1910-2003). Les biens publics internationaux recouvrent cinq domaines majeurs d'investissement des Etats. Il s'agit de :

-l'organisation de marchés ouverts aux productions en provenance de l'extérieur. Ce rôle de super-consommateur à l'échelle mondiale permet de doter sa devise nationale d'un statut incontournable dans le commerce international. Comme nous l'avons vu précédemment, les Etats-Unis, vu le niveau élevé de leurs déficits, jouent incontestablement (mais sans doute un peu trop) ce rôle d'absorption de la production mondiale. De ce point de vue, l'hégémonie américaine continue à se maintenir.

-la capacité à fournir des financements de long terme à des partenaires en difficulté. Jusqu'à présent, les Etats-Unis, première puissance mondiale, ont joué ce rôle via les interventions du FMI. On doit, dans ce domaine, signaler une perte de puissance de la part des Etats-Unis. En effet, les plans d'ajustement structurels du FMI ont apporté plus de problèmes que de solutions dans les pays où ils ont été appliqués. De surcroît, comme nous l'avons vu, les prêts consentis par le FMI sont nettement moins élevés que ceux accordés par la Chine. Pour mémoire, l'encours des prêts du FMI était de 45,5 milliards de dollars au dernier trimestre 2018<sup>58</sup>. Il s'agit d'à peine 1% du volume des prêts accordés par la Chine dans le monde. L'hégémonie américaine a clairement du plomb dans l'aile sur ce point.

-mettre en œuvre un système de taux de change stable qui permet d'assurer la stabilité du commerce international. De ce point de vue, le dollar semble, dans l'immédiat, difficilement contournable. Mais comme nous allons le voir, son statut de superstar des monnaies sera de plus en plus contesté à l'avenir. Certes, en dépit de la situation économique particulièrement dégradée des Etats-Unis, le dollar n'a pas (encore ?) subi d'attaques spéculatives trop déstabilisatrices. Pourtant, le faible taux d'épargne intérieure des Etats-Unis rend de plus en plus inévitable une dépréciation du dollar sur les marchés des changes dans les années à venir. Voilà pourquoi la devise chinoise, le yuan, gagne de plus en plus de terrain dans le monde. Cela dit, la sortie de

---

<sup>57</sup> Charles, Kindleberger, *The World in Depression, 1929–1939* (1973), University of California Press, Oakland, 2013.

<sup>58</sup> FMI, Rapport annuel 2018, p.47.

l'hégémonie du billet vert ne constituera en aucune manière un chemin rectiligne car les pays émergents ont, jusqu'à présent, toujours choisi d'avoir un taux de change compétitif face au dollar afin de doper leurs exportations et ainsi se doter d'importantes réserves en devises. Pour ce facteur, les choses ne sont pas claires mais en tout état de cause, les Etats-Unis seront de moins en moins en mesure de faire à eux seuls la pluie et le beau temps sur le front monétaire à l'avenir.

-assurer la coordination macroéconomique du monde et, par conséquent, éviter une politique du chacun pour soi à l'échelle internationale. De ce point de vue, la stratégie trumpiste du « America First » témoigne de la volonté d'une partie de l'opinion publique américaine de se défaire de ce rôle de chef d'orchestre. Pour autant, on n'en conclura évidemment pas que la présidence de Donald Trump constitue un sommet d'anti-impérialisme. Le souverainisme de l'actuel locataire de la Maison-Blanche substitue, en réalité, un mode d'action à un autre. La volonté de dégager des consensus autour des Etats-Unis a clairement été remplacée par le projet d'imposer ses vues par le recours de plus en plus fréquent au coup de poing sur la table. Cet unilatéralisme, s'il devait se confirmer à l'avenir, risque de plus en plus de braquer des Etats (y compris des alliés traditionnels) contre Washington. Pour l'heure, cet élément important des biens publics internationaux a été abandonné par Washington. En cas de victoire de Joe Biden aux présidentielles en novembre, on devrait observer un changement de donne important concernant ce volet particulier. Les Etats-Unis voudront réintégrer dans leur jeu stratégique cette modalité d'influence sur leurs partenaires. Pour autant, il ne faut pas anticiper de ce revirement un retour de l'Amérique triomphante de l'ère Clinton.

-C'est que les Etats-Unis ont tellement actionné, depuis la crise de 2007-2008, un autre registre des biens publics internationaux qu'ils se retrouvent aujourd'hui en bien mauvaise posture. Il s'agit, en l'occurrence, de la volonté d'agir en tant que «prêteur de dernier recours» dans les crises systémiques. De ce point de vue, la Fed (la banque centrale des Etats-Unis) a, depuis 2008, joué à plein son rôle de prêteur international de dernier recours en cas de crise financière mondiale. Hélas, le volontarisme de la Fed a conduit à un amoncellement de dettes qui deviennent de plus en plus lourdes pour l'économie nationale. Dans les années 1990, le taux moyen d'endettement fédéral des Etats-Unis était de l'ordre de 60 à 65% du PIB<sup>59</sup>. C'est là un niveau très supportable. Ce seuil de 60% était d'ailleurs celui qui était jugé, à la même époque, suffisant par les autorités européennes pour entrer dans le club de la monnaie unique. Au demeurant, les taux d'endettement états-uniens et allemands étaient, à cette époque, parfaitement comparables. La dette publique fédérale allemande se situait, en effet, dans une fourchette allant de 55 à 60%. Depuis l'éclatement de la crise financière de 2007-2008, la dette publique allemande est passée de 82,4% du PIB en 2010 à 61,9% en 2019<sup>60</sup>. Pendant ce temps, la dette fédérale des Etats-Unis a atteint les 107% du PIB au dernier trimestre 2019<sup>61</sup>. Les intellectuels organiques de la mondialisation néolibérale argueront bien entendu qu'« en raison des marchés financiers sous-développés et des contrôles existants sur les mouvements de capitaux, la Banque

---

<sup>59</sup> Federal Reserve of Saint Louis, Economic Research, Federal Debt: Total Public Debt as Percent of Gross Domestic Product (GFDEGDQ188S), Url: <https://fred.stlouisfed.org/series/GFDEGDQ188S>, date de consultation: 17 juin 2020.

<sup>60</sup> Banque mondiale, juin 2020.

<sup>61</sup> Federal Reserve of Saint Louis, ibid.

populaire de Chine ne peut jouer ce rôle [de prêteur en dernier ressort pour l'économie mondiale]»<sup>62</sup>. Cela dit, on se demande bien où on en serait le monde aujourd'hui si la Chine n'avait pas mis, durant la Grande Récession, ses impressionnantes réserves au service de la relance de l'économie mondiale menacée, à l'époque, par un krach d'un niveau comparable à la crise des années 1930. En outre, si la Chine n'avait pas posé de sérieuses limites à la libre circulation des capitaux, la crise qu'a connue le pays entre 2015 et 2016 aurait pu conduire à une situation de déflation par la dette. L'économie mondiale en eût été profondément et durablement déstabilisée. Ces constats posés noir sur blanc, il apparaît que la Chine joue un rôle croissant dans la stabilisation de l'économie mondiale.

On fera également observer que la liste des biens publics mondiaux telle que dressée, il y a près d'un demi-siècle, par Charles Kindleberger mériterait d'être actualisée pour inclure des éléments de santé publique et de protection de l'environnement. En 1973, le changement climatique, par exemple, ne constituait pas une question aussi préoccupante qu'aujourd'hui. En se retirant de l'Accord de Paris sur le climat, les Etats-Unis n'œuvrent clairement pas de manière à mettre à la disposition des autres Etats de la planète un bien public international devenu incontournable, à savoir la sécurité climatique. Pendant ce temps, la Chine, une économie émergente, développe de façon volontariste le secteur des énergies vertes qui sont « devenues une priorité stratégique pour Pékin. La Chine est le premier producteur d'ampoules à basse consommation, (...) de panneaux photovoltaïques et d'éoliennes. Elle produit 23% de l'électricité photovoltaïque dans le monde et possède 25% du parc éolien à l'échelle de la planète (...) devant les États-Unis. (...) Le géant asiatique investit aussi massivement dans le secteur [des énergies propres]. Il a dépensé 118 milliards d'euros en 2017 et 100 milliards d'euros en 2018 en faveur des énergies vertes, soit près de 40% du total des investissements mondiaux. C'est une course effrénée. Toutes les heures, en Chine, l'équivalent d'un terrain de football est équipé en panneaux solaires. L'année dernière, près de Shanghai, la plus grande centrale solaire flottante a été inaugurée. Elle produit de l'électricité pour une ville de la taille de Nancy»<sup>63</sup>.

On formulera le même constat en ce qui concerne le vaccin destiné à lutter contre le coronavirus. Les grandes puissances sont actuellement engagées dans une course poursuite pour mettre au point un procédé de vaccination contre la Covid-19. A ce sujet, les récentes déclarations du président chinois Xi Jinping, assurant que si la Chine trouvait la première un vaccin contre le terrible virus, elle le mettrait à la disposition de toute l'humanité, ont été d'évidence perçues comme une promesse d'amélioration de la sécurité sanitaire dans une série de petits pays d'Afrique et d'Amérique latine. A contrario, la marchandisation des politiques de la santé, dans la veine du néolibéralisme américain, ne permet guère de susciter de telles espérances. Il en va de même pour ce qui est du projet annoncé par Pékin de mettre un subside de 2 milliards de dollars à

---

<sup>62</sup> Blog de Helmut Reisen, ancien directeur de la recherche au Centre de développement de l'OCDE jusqu'au 1er octobre 2012, Kindleberger's Global Leadership Concept: A Scorecard for China, Germany & the US, Url:<http://shiftingwealth.blogspot.com/2015/03/kindlebergers-global-leadership-concept.html>. Date de consultation : 17 juin 2020.

<sup>63</sup> Reporterre, Le quotidien de l'écologie, 13 décembre 2019. Url : <https://reporterre.net/La-Chine-une-inquietude-pour-le-climat-mondial>. Date de consultation: 17 juin 2020.

la disposition des pays du Sud frappés par la Covid-19<sup>64</sup>. Nul n'a, en revanche, vu la Maison-Blanche formuler une approche de ce calibre. Inutile de dire que dans les bidonvilles de Conakry ou de Bogotá, ce silence fut à proprement parler assourdissant et vaudra, en retour, à la Chine un surcroît de prestige.

Au détour de cette exploration de la question des biens publics mondiaux à partir de la typologie dressée par Charles Kindlerberger, il apparaît qu'hormis la fonction d'absorption de la production mondiale, la Chine est actuellement en mesure de concurrencer sérieusement l'Oncle Sam. Le monde a bien changé depuis la fin des années 1960, c'est-à-dire l'époque où Charles Kindlerberger dressait sa liste des biens publics. Nous avons pu constater que les dimensions de santé publique et de protection de l'environnement importaient alors, pour des raisons apparemment objectives, moins qu'aujourd'hui. Concernant ces domaines stratégiques d'avenir, la Chine a, depuis peu, pris une longueur d'avance sur les Etats-Unis. Pékin, jour après jour, devient un fournisseur de biens publics de plus en plus crédible dans le monde, et ce, au détriment de Washington.

La lecture de Kindlerberger ne doit toutefois pas donner lieu à la multiplication de parallélismes historiques douteux. Lorsque Charles Kindlerberger rédige son ouvrage majeur sur la crise des années 1930<sup>65</sup>, il entend identifier les racines de l'instabilité économique et politique ayant débouché sur la Deuxième Guerre mondiale. Pour Kindlerberger, le refus des Etats-Unis d'assumer pleinement, en lieu et place du Royaume-Uni à la puissance, dès cette époque, déclinante, une position hégémonique au sein du système des relations internationales explique la montée des nationalismes et le cataclysme qui s'en est suivi en Europe. Force est de constater que l'analyse kindlerbergienne cadre bien avec les faits tels qu'ils sont déroulés au lendemain de la Première Guerre mondiale. Après leur intervention décisive sur le théâtre des opérations en Europe, les Etats-Unis ont, en effet, choisi de rentrer à la maison et de se reconcentrer sur leur développement industriel.

Cette logique d'action constitue l'arrière-fond idéologique qui explique l'adoption en 1930 de la loi Hawley-Smoot qui, alors que le monde se débattait dans les affres de la profonde dépression économique résultant du krach de 1929, frappait d'importantes taxes un nombre, certes limité, de biens importés aux Etats-Unis. En effet, 63% des importations des Etats-Unis en 1933 n'étaient tout simplement pas taxées. Concernant l'effet économique de la loi Hawley-Smoot, celui-ci a été exagéré comme facteur d'aggravation de la crise des années 1930. C'est que la part des exportations dans les PNB des pays occidentaux était, à cette époque, particulièrement faible. Pour les Etats-Unis, les ventes à l'étranger représentaient à peine 7% de leur PNB<sup>66</sup>. Cet état de relative fermeture explique, d'ailleurs, pourquoi les politiques de relance keynésiennes ont pu fonctionner à l'époque.

---

<sup>64</sup> El Cronista, édition mise en ligne du 18 mai 2020.

<sup>65</sup> Charles, Kindlerberger, *The World in Depression*, op.cit. (Traduction française : *La grande crise mondiale 1929-1939* (édition revue et augmentée), Economica, Paris, 1988).

<sup>66</sup> Peter Temin, *Lessons from the Great Depression*, MIT Press, Cambridge (Massachusetts), 1991, p.46.

On citera utilement à ce sujet un vieil ouvrage d'économie analysant, au détour des années 1980, le passage des politiques keynésiennes au néolibéralisme, depuis lors, hégémonique. « Par ailleurs, depuis 1945, on assiste à une ouverture toujours plus grande des économies industrielles au commerce mondial. (...) Mais toute politique de relance bute contre cette ouverture. L'augmentation de la demande se traduit par des importations supplémentaires non seulement de matières premières et d'énergie mais [également] de biens d'équipement et de biens de consommation. Sans une capacité d'exporter plus, le déficit extérieur s'aggrave. La spéculation contre la monnaie nationale risque d'être d'autant plus forte que les capitaux étrangers cherchent, dans ces conditions, à quitter le pays. Dans certains cas, les effets de la relance sont plus sensibles à l'étranger que dans le pays où le gouvernement cherche à la promouvoir. Ce fut le cas des plans de relance de 1974 et 1981 [en France] »<sup>67</sup>. En réalité, la loi Hawley-Smoot a été essentiellement désastreuse d'un point de vue politique puisqu'elle a laissé la bride sur le cou aux mouvements revanchards et réactionnaires qui sévissaient dans l'Europe en crise après les précaires conquêtes de la classe ouvrière occidentale en 1918. Les Etats-Unis, avec la loi Hawley-Smoot, ont donc, au début des années 1930, signalé au reste du monde que s'ouvrait une ère de « chacun pour soi et Dieu pour tous » dans les relations internationales.

Mais c'est précisément sur ce point que les parallélismes entre les années 1930 et la situation actuelle s'avèrent, à y regarder de plus près, inopérants. En effet, la Chine peut, comme nous l'avons vu, et veut, comme nous le verrons, assurer son travail de grande puissance en fournissant des biens publics internationaux et ce sont les Etats-Unis qui les en empêchent. La participation contrariée par Washington de la Chine au fonctionnement du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale en témoigne d'évidence.

Faisons le point sur cette question. La montée en puissance de la Chine s'accompagne, depuis une quinzaine d'années, d'une pression exercée par Pékin pour détenir une plus grande part du capital du FMI et par conséquent, peser davantage sur les affaires financières internationales. La Chine entend donc se positionner davantage en fournisseur de biens publics internationaux. Pour mémoire, le FMI est une institution qui a été créée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale sous le patronage des Etats-Unis. Ces derniers y détiennent une minorité de blocage. En effet, les décisions stratégiques adoptées au sein du FMI exigent 85% des voix et Washington dispose aujourd'hui de 17,46% des droits de vote. Autrement dit, rien ne peut se décider au FMI sans l'aval des Etats-Unis d'Amérique. En 2015, une réforme est intervenue pour refléter davantage le poids économique des pays émergents. Jusque-là, la Chine détenait environ 3% du capital du FMI. Le moins que l'on puisse dire est que l'avancée pour les émergents a été timide. La Chine détient aujourd'hui 6,41% du capital du FMI et « les droits de vote de l'Inde sont passés de 2,3% à 2,6%, ceux du Brésil d'1,7% à 2,2%, ceux de la Russie de 2,3% à 2,6% »<sup>68</sup>. En revanche, « l'Allemagne n'est plus que le quatrième actionnaire avec 5,3% des droits de vote. La France et le Royaume-Uni connaissent une réduction de leurs droits de 4,3% à 4% chacun »<sup>69</sup>.

---

<sup>67</sup> Jean-Marie Albertini, Ahmed Silem, Comprendre les théories économiques (quatrième édition mise à jour en 2011), Seuil Paris, 2011, p.47.

<sup>68</sup> Le Figaro, édition mise en ligne le 20 décembre 2015.

<sup>69</sup> Les Echos, édition mise en ligne le 19 décembre 2015.

La réforme de 2015 du FMI peut, avec le recul, être considérée comme purement cosmétique. Pour s'en convaincre, on mentionnera, entre autres choses, le fait que la Belgique (11 millions d'habitants) possède aujourd'hui une part plus grande du FMI (1,35%) que l'Indonésie (0,98% du capital du FMI et, pour le détail, 267 millions d'habitants). De surcroît, on relèvera que l'importance des Etats-Unis au sein du FMI s'est accrue puisque leur part est, il y a cinq ans, passée de 16,75 à 17,46%.

Face aux Etats-Unis, la Chine et la Russie ne disposent ensemble que de 9,12% du capital du Fonds. A rebours des évolutions qui ont vu les émergents occuper une place de plus en plus importante au sein de l'économie mondiale, le FMI reste donc indubitablement un bastion occidental. Ce décalage doit être souligné puisque depuis 2015, les pays riches représentent moins de la moitié du PIB mondial. La majeure partie de la richesse mondiale est donc produite, depuis cinq ans, par les pays en voie de développement et les émergents. Ce contraste, pour le moins saisissant, s'explique par un blocage des Etats-Unis. C'est ainsi qu'en 2019, la tentative des pays émergents visant à redistribuer les droits de vote au sein du FMI a été unilatéralement contrecarrée par les États-Unis, malgré le soutien de la majorité des États membres. La fin de non-recevoir de Washington est essentiellement motivée par le désir de limiter l'influence de la Chine dans le monde<sup>70</sup>.

L'instabilité du système actuel des relations internationales provient donc d'un blocage de la part des Etats-Unis qui s'oppose à la puissance montante chinoise. Cette option constitue un risque pour le bon équilibre des relations internationales. « On peut (...) expliquer la notion de stabilité, ou d'instabilité, structurelle pour un système bien défini. Un système stable absorbe les perturbations : après une période durant laquelle la trajectoire du système est modifiée, on en revient à l'état initial. La théorie de l'équilibre des pouvoirs, c'est-à-dire de l'équilibre international, repose sur cette logique : dans l'Europe classique, lorsqu'un État tentait de modifier l'équilibre à son profit, l'ensemble des autres États se coalisait pour ramener le système à l'équilibre initial. (...) La stabilité structurelle, c'est la capacité d'un système à rester pour l'essentiel le même, après un choc extérieur ; l'instabilité structurelle décrit une situation où un choc, même léger, peut provoquer une métamorphose du système lui-même »<sup>71</sup>. Pour l'heure, le système des relations internationales organisé autour des Etats-Unis depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale n'arrive pas à intégrer la montée de la puissance chinoise vécue pour le coup comme une perturbation majeure.

Au terme de la crise économique causée par la pandémie, il est prévu que la diminution du PIB américain sera de près de 6% en 2020 et la récupération ne sera que de 4,7% l'année prochaine<sup>72</sup>. Le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les Etats-Unis seront donc plus pauvres que lorsque cette année civile a commencé. Pour ce qui est de l'Empire du Milieu, les choses se présentent différemment. Les

---

<sup>70</sup> Bretton Woods Project, *US blocks IMF voting rights redistribution*, 12 décembre 2019. Url : <https://www.brettonwoodsproject.org/2019/12/imf-voting-rights-redistribution-blocked-by-the-us/>. Date de consultation : 23 juin 2020.

<sup>71</sup> Thierry de Montbrial, « Le « système international » : approches et dynamiques » in *Politique étrangère*, vol. hiver, no. 4, 2006, p.740.

<sup>72</sup> Wall Street Journal, 1<sup>er</sup> juin 2020.

analystes anticipent une croissance de 1,8% cette année et de 9,2% en 2021<sup>73</sup>. La Chine sera, à cette époque, plus riche qu'aujourd'hui.

Le décalage entre le pouvoir au sein des institutions productrices de biens publics mondiaux et la position de la Chine dans le monde sera de plus en plus prononcé. Les risques de déstabilisation du système des relations internationales s'en trouveront, dès lors, multipliés. C'est peut-être là la raison de l'augmentation du budget militaire chinois (+6,6% en 2020) Celle-ci ne permettra toutefois pas à Pékin d'égaliser Washington en valeurs absolues. Le budget militaire de la Chine sera, en effet, cette année de 178 milliards de dollars<sup>74</sup> contre 738 milliards pour l'Oncle Sam<sup>75</sup>.

Du point de vue des attributs de la puissance, les Etats-Unis semblent donc marquer le pas d'un point de vue économique tout en restant hégémoniques sur le plan militaire. Comment cette conjonction somme toute inquiétante est-elle susceptible d'évoluer dans un avenir proche ?

### *Retour sur les Etats-Unis (et la question noire)*

La crise sociale dans laquelle les Etats-Unis se débattent aujourd'hui s'illustre particulièrement à travers la question noire. A ce sujet, l'auteur de ces lignes aura l'honnêteté, sinon l'humilité, de reconnaître qu'à l'heure de commencer la composition de ce texte (avril 2020), le mouvement « Black Lives Matter » n'avait pas encore démontré sa puissance de mobilisation. Cette dernière ne manquera probablement pas d'influer sur la campagne des prochaines élections présidentielles. A côté de doutes profonds sur le renouvellement de la confiance à Donald Trump des Etats du Rust Belt, on doit aujourd'hui pointer le rôle des minorités noires et latinos dans un processus politique qui pourrait conduire à la non-réélection du candidat républicain.

Les sondages montrent, pour l'heure, une mobilisation des minorités en faveur de Joe Biden. C'est ainsi que des Etats, plutôt considérés comme favorables aux Républicains, semblent, pour l'instant du moins, être disposés à accorder leurs suffrages au candidat démocrate. D'après une compilation des derniers sondages, Joe Biden disposerait à coup sûr 248 grands électeurs. Or, pour remporter la joute présidentielle, il faut pouvoir compter sur l'appui de 270 grands électeurs. De ce point de vue, il suffirait, pour les Démocrates, de remporter la Floride pour comptabiliser 277 grands électeurs. Du côté des Démocrates, la Floride sera donc un Etat décisif. Les derniers sondages y pronostiquaient une confortable avance de 6 points pour Joe Biden face à l'actuel locataire de la Maison-Blanche<sup>76</sup>.

---

<sup>73</sup> FMI, World Economic Outlook, 14 avril 2020.

<sup>74</sup> Financial Times, 22 mai 2020.

<sup>75</sup> Joe Gould, *Pentagon finally gets its 2020 budget from Congress*, Defense News, Url : <https://www.defensenews.com/congress/2019/12/19/pentagon-finally-gets-its-2020-budget-from-congress/#:~:text=Congress%20on%20Thursday%20sent%20President.bill%20would%20provide%20%24738%20billion>. Date de consultation : 25 juin 2020.

<sup>76</sup> RealClear Politics, Florida: Trump vs. Biden, dernière moyenne calculée le 8 mai 2020. Url : [https://www.realclearpolitics.com/epolls/2020/president/fl/florida\\_trump\\_vs\\_biden-6841.html#polls](https://www.realclearpolitics.com/epolls/2020/president/fl/florida_trump_vs_biden-6841.html#polls). Date de consultation : 22 juin 2020.

Or, on observera que depuis 1980, il y a eu 10 élections présidentielles aux Etats-Unis et en Floride, les Démocrates n'ont connu la victoire qu'à trois reprises en quarante ans. Lorsque Bill Clinton gagnait les élections présidentielles de 1992, les électeurs de Floride lui avaient, par exemple, préféré Georges Bush Sr<sup>77</sup>. Si cet Etat plutôt républicain semble accorder ses faveurs à Joe Biden, c'est peut-être en raison de la mobilisation des minorités ethniques. En 2017, les hispanophones, les Afro-Américains et les personnes d'origine asiatique y représentaient 45,30%<sup>78</sup> de la population. Si ces électeurs se mobilisent davantage que la population blanche et anglophone, ils seront en mesure de faire basculer l'élection en faveur de Joe Biden. Sur ce point, la prudence s'impose toutefois. Une partie de la communauté latino locale est composée de migrants cubains anticastristes susceptibles de soutenir Donald Trump, surtout depuis que ce dernier a adopté une position très dure à l'égard de La Havane. Les Cubains de Miami représenteraient 1,5 million de personnes<sup>79</sup> sur 5,5 millions d'habitants d'origine hispanique en Floride. Comme nous le verrons par la suite, ce soutien à Donald Trump d'une fraction de la minorité latino pourrait être contrebalancé par le mécontentement d'une partie de la population blanche en raison de la gestion calamiteuse de la pandémie de la Covid-19 par le gouvernement fédéral.

Plus surprenant encore, le très conservateur Texas pourrait orienter son vote en faveur du candidat démocrate. Donald Trump ne dispose dans cet Etat que d'une avance limitée sur Joe Biden (+1,5 point de pourcentage<sup>80</sup>). Si les minorités ethniques s'y mobilisent davantage que la majorité blanche anglophone, une victoire pour Biden ne constitue pas une hypothèse improbable. Il est vrai que la composition ethnique du Texas a été particulièrement marquée par une augmentation de la population d'origine latino-américaine. « La forte fécondité mexicaine, liée à une structure par âge très favorable (...) explique une natalité très forte (16 % des naissances). (...) Sur le long terme, étant donné l'inégale répartition de cette population dans le pays, se concentrant dans la partie sud-occidentale, essentiellement dans les anciens territoires qui ont appartenu au Mexique avant le traité de 1848 qui a attribué tous les territoires au nord du Rio Grande aux Etats-Unis, cette population pourrait devenir majoritaire dans ces États. Elle l'est déjà dans la majorité des communes de la frontière texane. La population d'origine mexicaine conserve souvent sa langue maternelle et ses traditions. D'où des effets politiques et géopolitiques conduisant à parler d'un processus de « mexicanisation » de ces États du Sud-Ouest »<sup>81</sup>.

---

<sup>77</sup> 270toWin, Florida Presidential Election Voting History, Url : <https://www.270towin.com/states/Florida>. Date de consultation : 25 juin 2020.

<sup>78</sup> US Census Bureau, juillet 2018.

<sup>79</sup> US Census Bureau, août 2020.

<sup>80</sup> 270toWin, moyenne des sondages pour le Texas au 23 juin 2020, Url : <https://www.270towin.com/2020-polls-biden-trump/texas/>. Date de consultation : 25 juin 2020.

<sup>81</sup> Laurent Chalard, Gérard-François Dumont, « États-Unis, La montée des Hispaniques » in *Population & Avenir*, vol. 678, no. 3, 2006, pp. 13-16.



En 2016, le Texas comptait 39,1% d'hispanophones et 12,6% d'Afro-Américains<sup>82</sup>. Si la surmobilisation des minorités joue contre Donald Trump, nous serons en présence d'une grosse surprise sur le plan politique. Le Texas ne s'est prononcé qu'une seule fois en faveur d'un candidat démocrate depuis l'élection présidentielle de 1972. C'était en 1976 lors de la victoire de Jimmy Carter<sup>83</sup>. A terme, si le vote hispanique continue à s'orienter en faveur du Parti Démocrate au Texas, ce dernier pourrait bien finir par ressembler au Colorado où la montée de la population d'origine latino a rebattu les cartes en défaveur des Républicains. Dans le Colorado, les Démocrates gagnent chaque élection présidentielle depuis 2008. Auparavant, les Républicains dominaient outrageusement la vie politique de cet Etat. Entre 1972 et 2004, seul un candidat démocrate y avait recueilli les suffrages de la population locale. C'était Bill Clinton en 1996<sup>84</sup>.

Dans certains Etats, les questions de santé publique pourraient également mobiliser une partie du public blanc aux côtés des minorités ethniques pour contribuer à la défaite de Donald Trump. C'est notamment le cas du Texas et de la Floride. Les Etats-Unis font, pour l'heure, face à une véritable catastrophe sanitaire avec plus de 36.000 nouvelles infections surpassant le précédent record de 34.203 contaminations en une seule journée du 25 avril 2020. Le Texas, la Floride et la Californie sont les plus affectés avec plus de 5 000 nouveaux cas recensés<sup>85</sup>.

Ailleurs, le mécontentement ouvrier pourrait s'allier à un vote de protestation enraciné au sein des minorités ethniques. On signale, en effet, une vague de grèves sauvages aux Etats-Unis depuis le début du mois de mai. Elle serait motivée par de mauvaises conditions de travail, de rémunération et de sécurité dans les secteurs essentiels qui n'ont pas été touchés par les mesures de confinement de l'économie américaine<sup>86</sup>. Cette vague semble, pour l'heure, s'intensifier puisque plus de 540 grèves sauvages ont éclaté outre-Atlantique depuis le 31 mai 2020. Il s'agit là d'un niveau de conflictualité sociale qui n'a plus été observé aux Etats-Unis depuis des décennies<sup>87</sup>. Cette hypothèse pourrait se vérifier dans le cas d'un état de tradition industrielle comme le Michigan dont la ville la plus importante, Detroit, comptait, en 2010, une proportion de 82,7% d'Afro-Américains sur 713.777 habitants<sup>88</sup>. En une décennie, on note cependant une

---

<sup>82</sup> US Census Bureau, avril 2020.

<sup>83</sup> 270toWin, Texas Presidential Election Voting History, Url <https://www.270towin.com/states/Texas>. Date de consultation : 25 juin 2020.

<sup>84</sup> 270toWin, Colorado Presidential Election Voting History, Url <https://www.270towin.com/states/Colorado>. Date de consultation : 25 juin 2020.

<sup>85</sup> Washington Post, édition papier du 24 juin 2020.

<sup>86</sup> The Guardian, édition papier du 19 mai 2020.

<sup>87</sup> Payday Report, *Over 500 Strikes in Last 3 Weeks as BLM Strikes Surge on Juneteenth*, 19 juin 2020. Url : [https://paydayreport.com/over-500-strikes-in-last-3-weeks-as-blm-surges-strike-wave-to-unprecedented-levels/?fbclid=IwAR2WssxD5GAtEvSbkNTO-c42NI0107a2DcSzpuvqqcplH9y7\\_EOojAZ-ewQ](https://paydayreport.com/over-500-strikes-in-last-3-weeks-as-blm-surges-strike-wave-to-unprecedented-levels/?fbclid=IwAR2WssxD5GAtEvSbkNTO-c42NI0107a2DcSzpuvqqcplH9y7_EOojAZ-ewQ). Date de consultation : 24 juin 2020.

<sup>88</sup> US Census Bureau, *The Black Population, 2010*, september 2011, pp14-15.

évolution qui a vu la part de la population afro-américaine décroître au niveau de 78,6% de la population totale de la ville<sup>89</sup>.

Ces données conduisent à penser qu'une victoire des Démocrates est probable en novembre de cette année. L'influence de cette éventualité sur les relations entre la Chine et les Etats-Unis dépendra pour l'essentiel de la manière dont les Démocrates, s'ils parviennent à occuper la Maison-Blanche, réduiront la dépendance des Etats-Unis à l'égard des capitaux extérieurs pour financer leurs déficits. Si la réponse fiscale aux déficits est vigoureuse, les pressions en faveur de l'ouverture de l'économie chinoise et la libéralisation de son taux de change vont diminuer. Le rééquilibrage du monde pourra alors s'opérer en douceur sans risque de confrontations, par nations interposées, entre les Etats-Unis et la Chine. En revanche, si l'inertie s'impose (par exemple, si le Sénat reste sous contrôle républicain), le discours de dénonciation de l'influence chinoise (présentée, sans rire, comme une manifestation d'impérialisme comme lorsque Hillary Clinton était Secrétaire d'Etat) fera son grand retour. La concurrence pour le leadership mondial pourra alors continuer à battre son plein.

On n'ira pas jusqu'à dire que cette configuration des relations internationales serait à peu de choses près pareille à celle qui se dessinerait en cas de réélection de Donald Trump. En effet, une administration démocrate conduite par Joe Biden apaiserait radicalement les tensions commerciales avec la Chine. L'ambition de contrer la concurrence hégémonique de la Chine ne se caractériserait plus par l'appel trumpiste à une base plébéienne. Cette particularité serait évidemment de nature à apaiser temporairement la compétition avec la Chine. Il est vrai que cette dernière « est encore une économie émergente caractérisée par un secteur industriel dont la contribution en 2016 au PIB (40%) est proportionnellement plus importante que celle de l'UE (moins de 25%) qui est largement dominée par les services (73% contre 51% pour la Chine). Depuis l'adoption de la stratégie d'internationalisation des firmes chinoises au tournant du millénaire, des dizaines de grandes firmes chinoises se transforment en multinationales, mais le stock total des investissements directs étrangers (IDE) chinois reste bien inférieur à celui des multinationales européennes dont l'internationalisation s'est faite sur plusieurs décennies, voire remonte dans certains cas à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle »<sup>90</sup>.

La Chine doit donc exporter pour accumuler des actifs et à ce titre, la paix commerciale est, pour elle, d'une importance absolument fondamentale. Cela dit, il n'en reste pas moins que la concurrence pour exercer l'hégémonie mondiale ne diminuera pas si les Etats-Unis continuent à conditionner l'accès à leur marché intérieur à une plus grande ouverture du compte de capital de l'Empire du Milieu (impliquant, entre autres choses, une libéralisation du taux de change du yuan). Un deal de cette nature permettrait à la finance états-unienne de pénétrer davantage le marché chinois des capitaux. Or, jusqu'à présent, c'est l'option inverse qui a permis à la Chine de réduire les effets désastreux de la crise financière qui l'a frappée en 2014-2015. A cette époque, « les autorités chinoises ont pris toute une série de mesures pour limiter les sorties de capitaux,

---

<sup>89</sup> US Census Bureau, Juillet 2019. Url:<https://www.census.gov/quickfacts/fact/table/detroitcitymichigan,US/PST045219>.

Date de consultation : 25 juin 2020.

<sup>90</sup> Jean-Christophe Defraigne, « La suprématie de l'Union européenne face à la Chine en Méditerranée » in *Monde Chinois*, n° 58, 2019, p.104.

lors d'une réunion de la Banque Populaire de Chine [la banque centrale de Chine]: (i) un renforcement des mesures de contrôle des acquisitions à l'étranger par des entreprises domiciliées en Chine et (ii) un encadrement strict des flux financiers sortants en (...) [yuans] ou en devise »<sup>91</sup>. L'amélioration des données relatives à la crise financière en Chine a remis à l'honneur, du côté des Occidentaux, des exigences concernant la libéralisation du compte de capital chinois. Le moins que l'on puisse dire est que la Chine ne répond que très mollement à ces invitations pressantes. Une ouverture limitée du secteur financier chinois aux intérêts étrangers a été présentée, il y a un an, par Pékin. La réaction de l'OCDE fut glaciale : « le système gagnerait en flexibilité si le taux de change était déterminé davantage par les forces du marché, ce qui pourrait permettre de faire tampon pour absorber les chocs au fur et à mesure de l'ouverture du compte de capital »<sup>92</sup>.

Or, comme Joe Biden n'est pas Bernie Sanders spécialement sur le plan fiscal et que le Sénat restera, dans l'immédiat, sous contrôle républicain, le bras de fer concernant la libéralisation de l'économie chinoise pourra continuer de plus belle. Cet état de choses contribuera, dès lors, à alimenter la lutte pour l'hégémonie entre Pékin et Washington. Ce type d'évolutions pose *in fine* les bases d'une nouvelle guerre froide entre la Chine et les Etats-Unis. « Une époque intéressante est toujours une époque énigmatique, qui ne promet guère de repos, de prospérité, de continuité, de sécurité » (Paul Valéry).

Nous vivons incontestablement une époque intéressante...

---

<sup>91</sup> Trésor-Direction générale (France), J. Deslandes, F. Chimits, E. Jacques, « Vers une nouvelle inflexion de la politique d'ouverture du compte de capital? » in *Bulletin économique Chine*, N°85 – Janvier 2017, p.7.

<sup>92</sup> OCDE, *Études économiques de l'OCDE Chine (synthèse)*, avril 2019, p.30.